

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 Rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc

Bar-le-duc, le 10/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EMC2

Nid de Cygne
55100 Bras-Sur-Meuse

Références : FL/95-2025
Code AIOT : 0006200807

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement EMC2 implanté 55160 Fresnes-en-Woëvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de récolement intervient après que l'exploitant ait annoncé sa mise en conformité. En effet, les constats réalisés lors du précédent contrôle un arrêté préfectoral de mise en demeure a été notifié à l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMC2
- 55160 Fresnes-en-Woëvre

- Code AIOT : 0006200807
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Fresnes-en-Woëvre de la société EMC2 est composé d'un silo de stockage. Il permet de rassembler les céréales stockées dans les silos de proximité avant leur expédition.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vérification des mises à la terre	Arrêté Préfectoral du 25/10/1999, article 12.3	Levée de mise en demeure
2	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 25/10/1999, article 12.4	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater la mise en conformité des points ayant fait l'objet de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vérification des mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/1999, article 12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des mises à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La valeur des résistances de terre est périodiquement mesurée et doit être conforme aux normes en vigueur. Les interconnexions sont maintenues en bon état et vérifiées périodiquement. Tout défaut de "masse" ou de "terre" doit entraîner au franchissement du premier seuil de sécurité le déclenchement d'une alarme sonore ou visuelle, au franchissement du deuxième seuil de sécurité la mise à l'arrêt de ces installations. Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 3 février 2024, l'exploitant a envoyé des photos du dispositif de contrôle de la mise à la terre de son installation. Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater la présence du dispositif en question qui répond aux dispositions de la prescription contrôlée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/1999, article 12.4
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisation, les appareils et les équipements.</p> <p>La quantité de poussières fines ne doit pas être supérieure à 50 g/m².</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et est précisée dans les consignes organisationnelles.</p> <p>Un nettoyage complet dans les combles situés au dessus des cellules de stockage dès la fin de chaque période d'ensilage.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel en date du 4 février 2025, l'exploitant a fourni la facture ainsi que les photos attestant du nettoyage des installations. L'inspection des installations classées a pu constater par sondage que le nettoyage des silos 1 et 2 a bien été effectué.</p> <p>Dans un courriel en date du 26 février 2025, il a également fourni sa procédure de nettoyage des installations dans laquelle il a ajouté une périodicité minimum de nettoyage conformément à l'article 12.4 de son arrêté d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure